



# Convention du 1<sup>er</sup> juillet

## Pourquoi nous votons le projet

Par Thierry Mandon,  
porte parole de Rénover maintenant

**A** ce congrès du Mans, où nous avons pris notre courage à deux mains, notre choix du refus d'une synthèse artificielle qui figeait les positions du parti sur des questions cruciales se justifiait :

Parce qu'il restait presque un an, encore, à travailler à convaincre le parti de la justesse de nos positions, de l'utilité des grandes ambitions que nous imaginions pour lui en l'aidant à regagner la confiance des couches populaires.

Pendant tout ce temps, nous nous sommes battus dans la commission du projet, au bureau national, dans les fédérations, dans l'ultime commission du projet de ce dernier vendredi soir, jusqu'au bout pour modifier encore la position de notre parti.

Ces choix, nous les avons payé tous ensemble, collectivement, très chers.

Préférer défendre nos convictions en les plaçant à un étage plus élevé que nos intérêts, d'abord défendre jusqu'au bout ce en quoi nous croyons, ce fut un lourd sacrifice pour nous tous, car les attaques sur nos cadres, nos militants et nos candidats ont été multipliées. Nous avons tenu et bien résisté, malgré tout, parce que nous avons été forts et parce que les convictions nous ont soudés.

Ce projet n'est pas satisfaisant. Il contient certes des avancées mais il ne réalise pas ce que nous croyons nécessaire pour notre parti. Pourtant nous avons décidé collectivement de le voter. Pourquoi ?

Parce que ce projet n'est désormais plus amendable, et sera en tout état de cause, celui de tous les candidats socialistes, y compris les candidats rénovateurs aux législatives.

Il s'impose désormais à nous et c'est plutôt à nous de le faire désormais vivre dans l'opinion. Nous avons jugé inutile voire contre productif pour ne pas dire dangereux d'affaiblir ce projet définitif en s'en désolidarisant.

Car nous ne battons la droite qu'en étant puissamment rassemblés et en créant les conditions de la mobilisation la plus forte de chacun de nos militants. Dans la compétition que se livrent depuis le Mans deux logiques politiques qui cherchent à s'imposer l'une sur l'autre, la logique d'opinion contre la logique militante, la ratification définitive et quasi unanime du projet vient heureusement rééquilibrer les chances de ceux qui croient, comme nous, à notre parti et à sa capacité à organiser la dynamique collective.

C'est d'abord pour cette raison que nous avons finalement voté ce projet. **Nous l'avons voté pour affirmer la priorité du parti sur l'aventure individuelle. Nous l'avons voté pour affirmer la nécessité du rassemblement.** Après des mois et des mois de bataille, depuis le Mans, des amendements en commission du projet, des textes Rénover Maintenant votés dans plus de 50 fédérations, des ultimes avancées arrachées en commission des résolutions vendredi soir notre approbation nous rend désormais

comptable, au même titre que les autres, du respect des engagements pris collectivement.

Quand les principaux candidats multiplient chaque jour les prises de distance avec le projet, quand les idées qui font débat sont réservées aux journaux télévisés plutôt qu'aux réunions du parti, quand chacun semble plus préoccupé de séduire à tout prix une opinion présumée -à tort- crédule plutôt qu'à convaincre, l'attachement que nous avons marqué à notre parti en approuvant le projet est autant de pris sur les débats qui devront un jour s'ouvrir.

Car nous avons voté un texte qui reste bien faible et perfectible. Oui le parti avance sur des positions qui nous sont chères en matière de démocratie, de régulation du capitalisme financier, d'emploi et de lutte contre les inégalités, mais il avance au pas des éléphants, plutôt connus pour ne pas se bousculer... sauf

“  
**Nous l'avons voté pour affirmer la nécessité du rassemblement.**

quand il s'agit de leur investiture ! Différée depuis Dijon, la rénovation reste un chantier à ouvrir. C'est le nôtre. Par notre vote nous nous donnons les moyens d'y associer demain le plus grand nombre.

” Cela suffira-t-il ? Dans la campagne d'investiture qui s'ouvre devons-nous nous

contenter d'être les greffiers d'un texte aussi imparfait ?

Al'évidence non. Nos combats pour la démocratie, pour la régulation, pour une domestication sociale et environnementale du libre échange poursuivront leur chemin. Puisqu'à ce jour on ne voit pas qui pourrait porter ces combats pourtant indispensables si l'on veut faire gagner la gauche, la candidature d'Arnaud devient nécessaire. Encore faut-il désormais créer les conditions d'un rassemblement au delà de nos rangs. Car les règles iniques d'agrément pour être candidat (il faut 30 signatures de membres titulaires du conseil national pour pouvoir se présenter) sont l'ultime avatar de la pitoyable gestion du parti par un 1<sup>er</sup> secrétaire qui, en 10 ans, aura vidé notre parti de tout principe, créant au gré des circonstances les règles et les majorités qui l'arrangeait. Elles nous obligent à convaincre bien au delà de nos rangs. Notre vote sur le projet rend moins difficile cette perspective.

Fin août prochain, à Fouras, nous pourrons collectivement décider de la suite de notre action. Dans la période qui s'ouvre, tout est possible. L'enjeu, c'est de renverser le pouvoir de classe auquel Sarkozy promet un nouveau bail, dusse-t-il s'allier pour cela avec le diable. Comme à Dijon, comme au Mans, comme depuis, nous restons persuadés de la nécessité de l'ancrage résolu à gauche et de la rénovation pour atteindre le but. Puisque nous avons la volonté, nous devrions trouver le chemin. Cela dépend d'abord de chacun d'entre vous. Rendez vous à Fouras.



# Ce projet est un rez de chaussée sur lequel il faudra continuer de construire les étages du socialisme du 21<sup>ème</sup> siècle en France et en Europe



Crédit photo : Nicole Eschman



Intervention d'Arnaud Montebourg à la tribune de la convention du 1<sup>er</sup> juillet à la mutualité

Nous clôturons aujourd'hui par cette Convention les 4 années qui nous séparent du souvenir du 21 avril 2002. En avons-nous totalement effacé la trace, écarté le spectre de son recommencement ? Non certainement, malheureusement pas.

C'est le sens du mouvement rénovateur que nous avons initié en 2002, que nous avons poursuivi jusqu'à ce jour, au-delà du Congrès du Mans, que de tirer les justes leçons de nos échecs afin de trouver enfin la voie du succès durable de nos projets pour le pays.

Nous voyons que notre parti n'a pas assez bougé. Il lui reste beaucoup de questions aux implications considérables à trancher. Quelle quantité de compromis pouvons nous accepter avec le libéralisme qui s'apprête à déferler dans les formes les plus outrées ? Jusqu'où assumer la confrontation avec ce système économique qui a pris les formes excessives, dangereuses du nouveau capitalisme financier ? De la réponse à cette question dépend la nécessité de prendre appui sur la société et les multiples mouvements qui la traversent : sociaux, alter mondialistes, alter européen, environnementalistes, consuméristes qui résistent à la déferlante libérale et à la montée de l'extrémisme de droite. Il nous appartient de proposer le débouché politique d'une autre et d'une meilleure nature. Notre projet contient un grand nombre de propositions dans lesquelles nous nous reconnaissons. Mais il reste au milieu du gué sur de nombreuses propositions de réformes. Il ne modernise pas assez nos positions et ne porte pas assez loin l'exigence de changement pour convaincre la gauche et le pays que nous pouvons être socialistes dans notre temps, tout en assumant la mission d'être les porteurs d'espérance pour le monde du travail, pour les laissés pour compte de cette société, que nous désapprouvons et que nous voulons reconstruire.

Notre projet symbolise et concentre tous ces problèmes qui n'ont pas été réglés. Nous savons qu'il renvoie à plus tard des choix, qui, parce qu'ils n'ont pas été faits, le seront par d'autres que les militants et selon d'autres procédures.

Et pourtant, ce projet a le mérite d'exister et de nous rassembler face à la déferlante ultra libérale qui menace de se saisir du pays, face à la décomposition du système politique et les solutions ultra autoritaires qui seront proposées au pays. Ce projet réaffirme nos valeurs. Il pose nos ambitions faute de n'en pas toujours dégager les moyens.

Il constitue ce « rez de chaussée » sur lequel il faudra continuer, avec les uns et les autres, de construire les étages du socialisme du 21<sup>ème</sup> siècle, pour la France et pour l'Europe.

Voilà pourquoi, dans toutes les circonscriptions, les cantons, les communes, les militants rénovateurs, que j'ai l'honneur de conduire, porteront collectivement ce projet. Parce que **la nécessité d'évoluer le plus rassemblés possible est désormais plus impérieuse que toutes les autres considérations qui restent dans notre cœur de socialistes**. Parce que la bataille qui se prépare dans le pays sera furieuse et dangereuse, nous serons unis derrière ce projet que nous défendrons avec vous devant le pays.

Bien sûr, nous y mettrons, comme chacun, notre vision, notre exigence aussi, mais nous voulons que ce projet arrive au bon port de la victoire.

Mieux vaut un projet qui nous rassemble qu'un projet par candidat qui opposerait les uns les autres. Nous serons même les gardiens actifs de certains de ses contenus et de ses avancées pendant la campagne, et après la victoire.

Voilà pourquoi les rénovateurs, après un long processus où ils se sont efforcés de défendre leurs conceptions, leurs propositions pendant les 4 années de ce travail de conviction entre socialistes, voteront ce projet qui est désormais le nôtre.

# Jusqu'à la dernière minute

Par Eric Loiselet, 1<sup>er</sup> fédéral de Haute-marne

Vendredi 30 juin, 20h : réunion de la Commission des Résolutions destinée à arbitrer les amendements au projet votés dans les conventions fédérales. Y étaient conviés les membres du BN et les 1ers secrétaires fédéraux. La salle ne fait pas le plein : des premiers fédéraux ne sont pas là. Côté candidats à l'investiture présidentielle : Laurent Fabius, Jack Lang, Dominique Strauss Kahn sont là, mais pas Ségolène Royal.

Le « bureau » de la commission est présidé par François Hollande, entouré de François Rebsamen, Adeline Hazan, Kader Arif d'un côté, d'Alain Bergounioux, Jean-Louis Bianco et Pierre-Alain Muet de l'autre.

Arnaud s'assoit au premier rang, Jack Lang s'assoit à sa gauche, Harlem Désir est sur sa droite. Au deuxième rang, derrière Arnaud, plusieurs fédéraux RM : Jérôme Durain (71), Patrice Joly (58), Eric Loiselet (52), Bruno Lucas (qui représente le Lot). Nous épiluchons les documents déposés sur les chaises : le texte du projet tel que présenté au vote du 22 juin, et un pavé de 40 feuillets (80 pages) reprenant les amendements issus des fédérations et classés par l'équipe Bergounioux et Muet, selon les chapitres du projet.

Ambiance détendue, le climat est au travail, on veut aller vite, sans pour autant brusquer les choses : l'objectif annoncé est bien de retenir des amendements fédéraux... et même des amendements présentés en séance. Et c'est heureux, sans cela, comme on va le voir, en 4 étapes, le travail militant de Rénover maintenant aurait échoué au cimetière des amendements.

## Etape 1 : faire prendre en compte les amendements « Rénover maintenant »

Très vite un constat s'impose : les amendements des fédés de Saône-et-Loire et de Haute-marne, pourtant dûment acheminés au secteur fédération sont absents du document de travail... une rapide enquête révèle qu'ils se seraient perdus entre le secteur fédération et l'équipe nationale chargée du projet ! Du coup 3 des principaux amendements « Rénover maintenant » sont absents du document de travail. Nous découvrons en effet que leur adoption par d'autres fédés n'a pas suffi à leur permettre de franchir le filtre de la sélection de la rue de Solférino.

Avant toute chose, et alors que François Hollande débute les travaux, nous engageons notre première « bataille » : faire reprographier les 3 amendements « Maîtriser la mondialisation et le capitalisme financier », « Big bang de l'emploi » et « La république européenne et le serpent fiscal européen » et les déposer sur le bureau de la commission. Leur prise en compte est « de droit », ce qui est très vite reconnu. Nous n'aurons pas besoin de nous enchaîner aux grilles de la Mutu ou d'envoyer des milliers de mails pour dénoncer des pratiques d'obstruction de la part de la direction du Parti.

## Etape 2 : proposer que les salaires des dirigeants d'entreprises soient strictement encadrés

Après l'affaire Vinci et la mise en évidence des pratiques de pillard de son PDG démissionné, il apparaît avec encore plus de force que le PS, de retour au pouvoir ne pourra plus laisser faire. Le réarmement du politique passe par un encadrement légal des pratiques de rémunération des dirigeants d'entreprises cotées. En s'appuyant sur l'amendement « Maîtriser la mondialisation et le capitalisme financier », Arnaud Montebourg obtient que la commission valide le principe d'un encadrement strict de l'évolution des salaires des dirigeants. Le projet socialiste proposera, outre l'obligation de publier l'évolution des rémunérations des dirigeants, que les Assemblées générales d'actionnaires fixent l'écart des rémunérations dans l'entreprise entre la moins et la plus élevée des rémunérations. C'est la première fois que le PS s'engagera aussi nettement sur cette question.

## Etape 3 : lutter contre la sous-traitance

Les volets « emploi – droit du travail – insertion – sécurité professionnelle » méritaient d'être renforcés, notamment sur la question de la régulation de la sous-traitance, formidable trappe à disparition des droits et des protections sociales. En cohérence avec l'engagement des rénovateurs depuis le congrès de Dijon, Arnaud Montebourg obtient, avec le soutien de plusieurs membres de la commission, que le projet s'engage plus avant sur la voie de la régulation de la sous-traitance en proposant l'extension de la responsabilité du donneur d'ordre et l'alignement des conventions collectives des sous-traitants sur le donneur d'ordre.

## Etape 4 : accélérer l'harmonisation sociale en Europe

Le projet de « Serpent Fiscal Européen » n'est pas retenu par François Hollande, bien qu'Arnaud Montebourg ait rappelé qu'il était né dans les rangs du Syndicat National Unifié des Impôts. Nous comprenons qu'il faudra remettre le SFE sur le métier à chaque fois que cela sera possible, car il ne rencontre pas de réelle opposition, seulement un scepticisme qui incite à populariser pour l'avenir et le concept et les mécanismes. Toutefois, et presque comme s'il s'agissait d'une contrepartie, Arnaud Montebourg obtient que le projet engage les socialistes à ce que notre pays propose de définir un niveau minimal en matière de protection sociale permettant de garantir à tous les européens une base commune de protection sociale pour endiguer la concurrence sociale et fiscale à laquelle se livrent les 25 pays de l'Union Européenne entre eux.

Jusqu'à la dernière minute, avec ces quatre étapes, mais aussi en soutenant tel ou tel amendement fédéral en cohérence avec nos propositions, ou encore en nous assurant que telle ou telle avancée dans le domaine des institutions ou de la justice était bien en résonance avec nos attentes, nous aurons tenté d'infléchir le contenu du texte du projet.

Nous n'avons pas imposé quelques uns des concepts, ou des thèmes identifiants, qui nous sont chers : la prise en compte de la VI<sup>ème</sup> République nous est encore refusée même si le contenu du projet se détache de la V<sup>ème</sup>. La perspective de la République Européenne elle aussi n'est pas agréée par François Hollande. Le bureau de la commission a reculé devant le projet de « big bang » des cotisations sociales ou celui d'unifier le service public de l'emploi, qui lui sont visiblement apparus comme trop audacieux. L'idée de transformer l'AG des actionnaires en Assemblée générale des acteurs de l'entreprise, elle aussi, doit encore convaincre.

Mais, si ces idées doivent encore faire leur chemin, elles sont en orbite. Et nous avons pu constater, concrètement, que certains éléments avaient diffusé au point de devenir des propositions de tout le parti.

**Tout cela nous a paru bien insuffisant mais les travaux de la commission des résolutions ont posé le point final du processus.**

**En réunion de la direction nationale de « Rénover, maintenant », mardi 27 juin, nous avons fait le choix une fois le combat achevé de nous rassembler autour de ce projet insuffisant mais qui avait le mérite d'exister.**

## Rénover maintenant a voté contre le rapport de la commission élections.

La commission nationale élections a tenu une ultime réunion sous la présidence de Bruno Le Roux ce samedi 1<sup>er</sup> juillet. Rénover maintenant y était représenté par Christophe Lantoine. Nos demandes n'y ont pas été satisfaites. Il a donc voté contre le rapport de la commission. Et les délégués Rénover Maintenant présents parmi les délégués à la convention encore présents en fin d'après midi ont été amenés, en plénière, à voter contre le rapport présenté par Bruno Le Roux à la tribune de la convention.

**Nous n'avons pas été les seuls : les délégués de la motion 2 ("fabiusiens") eux aussi, ont voté contre la liste des candidats investis pour les prochaines législatives.**

## Fouras 2006

**Assemblée d'été de Rénover maintenant du 23 au 25 août.**

**Pour s'inscrire (formulaire à télécharger) rendez-vous sur le site :**

**<http://www.renover-maintenant.org/>**

**(cliquer sur la bannière à droite de la page d'accueil)**